

LA COMPÉTITIVITÉ, AU-DELÀ DU SPORT

Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et

Claude Montmarquette, professeur d'économie à Université de Montréal et chercheur associé au CIRANO

Chaque jour nous rappelle l'agressivité de la concurrence internationale et, dans un monde en constante mutation, l'importance de libérer notre économie des diverses rigidités qui en empêche son évolution. Nous avons donc répondu «oui» à la question que nous a posée Marie-France Bazzo à l'occasion de l'émission *Il va y avoir du sport* diffusée le 2 mars dernier : «Les syndicats doivent-ils s'adapter à la mondialisation?». Nous avons répondu «oui», d'abord parce que nous pensons que l'esprit syndical au Québec est mal adapté à la nouvelle réalité de notre économie; ensuite parce que, dans le fond, l'ensemble des acteurs économiques et sociaux doivent répondre aux nouvelles dispositions mondiales pour pouvoir en capter les nouveaux bénéfices. En quoi l'action des syndicats serait-elle dispensée d'un ajustement à des tendances aussi lourdes que celles qui sont chargées dans les mouvements de la mondialisation ?

Bernard Élie et Gérard Larose ont répondu «non» à l'ajustement des syndicats. Gérard Larose en particulier refuse de laisser porter à des soi-disant *toujours sacrifiés travailleurs* la responsabilité d'une mondialisation qui serait mal gérée par les soi-disant *grands décideurs de ce monde*.

En raison de la traditionnelle charge émotionnelle du discours syndical, nous ne nous attendions pas nécessairement à ce que le débat se termine avec la lumière d'une convergence. Cependant, la position de MM. Élie et Larose véhiculait également des propos sur lesquels nous ne pouvons nous taire.

Par exemple, et contrairement à ce que supposait M. Larose, ni le patronat, ni les économistes, ni même le gouverneur de la Banque du Canada, n'ont le contrôle sur la valeur de notre devise. Aucun représentant du grand-méchant capitalisme n'a indûment actionné le levier de son appréciation en minant la compétitivité de nos exportateurs et en négligeant le sort de travailleurs trop exposés. L'équation est bien plus complexe que cela.

Il est important d'évacuer ce genre d'idées reçues, car, en refusant la responsabilité de nos échecs, elles cultivent une position de victime face à cette mondialisation et elles imposent un statu quo économique qui inhibent les efforts consentis (par les entrepreneurs, les individus ou les gouvernements) pour que la prise en main de notre développement économique se traduise par une économie qui se projette dans l'avenir, au lieu de rester attachée à une structure passée, parfois dépassée.

La mondialisation a également posé parmi les paramètres de compétitivité, notre capacité de gérer et de résoudre les conflits et les problématiques tournant autour des questions économiques. La course à l'innovation et aux talents, dans laquelle sont déjà rentrés plusieurs pays en développement, ne nous donne pas les moyens de prendre notre temps et demande aux entreprises du Québec d'être en constante mutation et reconversion. Dans ce contexte d'intensification de la concurrence internationale, le problème des entreprises ne se résume pas aux coûts salariaux. En fait, la problématique de fond concerne leur capacité de créer de la valeur et de gagner en parts de marché en fonction des mouvements actuels de la restructuration mondiale des industries. Les entreprises ont donc besoin d'innover pour améliorer leur

compétitivité hors-prix. L'innovation ne peut souffrir des rigidités des conventions collectives. En effet, la rigidité que trop souvent proposent les syndicats ralentit, voire même paralyse, les projets d'investissements des entreprises. À quoi bon investir dans de nouveaux équipements et de nouvelles façons de faire si les syndicats ne permettent pas à l'organisation de s'adapter, de changer, d'évoluer?

Cela va à l'encontre de l'employabilité des salariés, car elles n'incitent pas au renouvellement de leurs compétences en limitant la flexibilité des institutions et des entreprises et, finalement, de toutes les PME sous-traitantes. Ainsi, en brimant la capacité de l'économie à gagner en compétitivité, les syndicats hypothèquent la performance sociale du Québec.

Par le jeu de la concurrence et celui des avantages comparatifs, la mondialisation assure l'efficacité des marchés de capitaux et favorise l'investissement. À cet égard, les investisseurs étrangers ont toujours été bienvenus au Québec, tandis que les fleurons de l'économie québécoise ne participeraient pas au rayonnement international du Québec sans la mondialisation. Pensons à Bombardier, au Cirque du Soleil, Alcan, SNC Lavallin, Pratt & Whitney, Cascades, ou encore à Quebecor. La mondialisation presse également les prix à la consommation à la baisse, ce qui n'a jamais été à l'encontre de l'intérêt québécois. Par ailleurs, le développement des échanges commerciaux a permis une diversité sur le marché des biens de consommation et des biens industriels, une diversité qui ne pourrait pas être supportée par la taille de l'économie québécoise. Importer des biens et des services, c'est aussi importer des technologies, de l'innovation et pousser l'efficacité de notre production. L'économie québécoise a toujours été ouverte sur l'extérieur et s'est toujours bâtie en profitant de l'ouverture des routes commerciales: nos exportations représentent près de 50 % de notre PIB et près du trois quart de notre production manufacturière est expédiée à l'extérieur du Québec.

Ce sont toutes les entreprises et tous les travailleurs qui font face aux mouvances de la mondialisation; tous doivent s'ajuster pour bénéficier des avantages de la mondialisation, même si cela oblige d'en accepter aussi parfois les contraintes. La contrainte que la mondialisation nous impose aujourd'hui est d'innover, d'augmenter l'efficacité de notre économie et la qualité de notre capital humain. La transition n'est pas légère, certes, mais si cette transition se fait avec plus de flexibilité, nous savons aussi qu'elle se fait avec plus de stratégie, plus de planification et plus de concertation.